

Bujumbura, Burundi, 20 mars (Infosplusgabon) - L'état des lieux du secteur agricole au Burundi montre qu'il contribue à lui seul à 39,6% au Produit intérieur brut (PIB), offre 84% d'emplois, fournit 95% de l'offre alimentaire et constitue le principal pourvoyeur de matières premières à l'agro-industrie.

Avec la place prépondérante du secteur agricole dans l'économie burundaise, le "Plan national de développement du Burundi » (Burundi 2018-2027) prévoit des actions en vue d'une agriculture "intensive et modernisée" pour assurer la sécurité alimentaire et "promouvoir l'agriculture de marché".

« Dans le point de mire de cet enjeu, le Burundi a besoin d'entreprendre de vastes chantiers devant aboutir aux changements d'approches et de pratiques fondées sur la transformation mentale et structurelle des acteurs de notre économie circulaire en pleine mutation », préface le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza qui veut que tous les investisseurs potentiels des dix prochaines années se réfèrent essentiellement au Plan.

«Au moins 60% des ressources programmées » dans le Plan seront consacrées au milieu rural où vivent plus de 95% de la population burundaise, essentiellement de l'agriculture de subsistance.

Le budget global du Plan tourne autour de vingt-mille milliards de francs burundais, soit l'équivalent d'un peu plus d'un milliard de dollars américains dont l'essentiel est attendu des apports extérieurs.

L'état des lieux actuel qui se dégage du Plan montre que le secteur agricole burundais se caractérise par une faible productivité due à des problèmes d'ordre structurel et conjoncturel, notamment l'accroissement de l'offre énergétique, les infrastructures de transformation et de conservation, l'accès au crédit agricole, la recherche et la vulgarisation, l'ouverture aux marchés national, sous-régional et international.

D'autres défis que relève le Plan ont trait à la maîtrise des aléas climatiques, la pression démographique, la protection des terres, la gestion des terres, la mécanisation agricole, l'encadrement des agriculteurs, la maîtrise des maladies et ravageurs des plantes et animaux.

Les semences sélectionnées, les centres vétérinaires, l'intensification de la pisciculture et de l'apiculture, la préservation des zones agricoles, l'irrigation et l'utilisation de l'eau de pluie, la stabulation permanente et le personnel vétérinaire qualifié de niveau supérieur sont autant d'autres défis que met en exergue le Plan.

En ce qui concerne la protection de l'environnement et de la résilience aux changements climatiques qui impactent de plus en plus négativement le secteur agricole burundais, le Plan envisage la protection des sols, la sauvegarde du capital forestier, la délimitation des

principales réserves et la conservation de la biodiversité.

Par ailleurs, en vue d'accroître la production agricole vivrière, des efforts supplémentaires seront déployés dans l'extension des périmètres irrigués par la construction des barrages hydro-agricoles, la mécanisation de l'agriculture, l'intensification agricole, la régionalisation partielle des cultures, la subvention des engrais chimiques et des semences sélectionnées.

Dans cette perspective, la production vivrière croîtrait au rythme annuel de 6,4% en moyenne sur la période 2018-2027 et cela passera par la régionalisation des cultures, la promotion de l'agriculture familiale intégrée, la mécanisation de l'agriculture, la préservation des terres agricoles, la transformation de la production agricole, la stabulation permanente de l'élevage, la diversification des produits exportables, la gestion de l'eau de pluie, l'irrigation des marais.

La relance du sous-secteur agriculture d'exportation reste aussi une priorité du gouvernement burundais qui entend ainsi pallier les baisses des cours du café et d'autres cultures industrielles d'exportation sur les marchés internationaux, ce qui entraînera une production dynamique.

Ainsi, avec l'appui de la Banque mondiale (BM), le pays compte investir dans la filière café et pilier de l'économie nationale, 81,2 millions de dollars d'ici 2021 pour doubler sa production oscillant autour de 20.000 tonnes, bon an, mal an.

La réalisation de cet objectif nécessitera des réformes, notamment le remplacement de vieux caféiers, l'application de bonnes pratiques (la taille, le désherbage, le paillage et la fertilisation adéquate), l'extension des superficies de caféiers, l'intensification du programme de fertilisation, ainsi que l'adoption de meilleures pratiques de récoltes et d'usinage.

Dans les prévisions de Plan décennal, la valeur ajoutée de la branche « Filière café » afficherait une augmentation moyenne de 32,5%. La branche « Filière thé » (second produit d'exportation) devrait enregistrer un rythme de progression moyenne de 17,0%.

S'agissant du secteur de l'élevage, l'on apprend qu'il a connu, ces dernières années, une légère progression consécutive à la mise en œuvre des programmes de repeuplement du cheptel bovin en faveur des populations rurales.

La pêche et la pisciculture, quant à elles, enregistrent une production insuffisante pour répondre à la demande du marché national.

L'état des lieux que dégage le Plan montre que la consommation des produits halieutiques est d'environ 2 kilogrammes par personne et par an, contre une moyenne de 8 kg/personne/an pour l'Afrique alors qu'il est recommandé au moins 20 kg/personne/an.

FIN/INFOSPLUSGABON/MDS/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon